

**Luxembourg for Shopping GIE**

**Groupement d'Intérêt Economique.**

**Siège social: 19-21, boulevard Royal L-2449 Luxembourg**

**Constitution d'un groupement d'intérêt économique**

**Du 16 novembre 2017 - numéro 1075/17**

L'an deux mille dix-sept le seize novembre.

Pardevant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1. **L'Etat du Grand-duché de Luxembourg**, représenté par son Ministre de l'Economie, lui-même représenté par Madame Francine CLOSENER, Secrétaire d'Etat à l'Economie.

2. La **Ville de Luxembourg**, ayant son siège à L-2090 Luxembourg, Hôtel de Ville, représentée par son Bourgmestre Madame Lydie POLFER, demeurant professionnellement à L-2090 Luxembourg, Hôtel de Ville.

3. **Ville de Dudelange**, représentée par son Bourgmestre, Monsieur Daniel BIANCALANA, demeurant professionnellement à L-3590 Dudelange, Hôtel de Ville.

4. **Ville d'Ettelbruck**, représentée par son Bourgmestre, Monsieur Jean-Paul SCHAAF, demeurant professionnellement à L-9002 Ettelbruck.

5. **Ville d'Echternach**, représentée par son Bourgmestre Monsieur Yves WENGLER, demeurant professionnellement à L-6460 Echternach, 2, Place du Marché.

6. **Ville de Remich**, représentée par son Bourgmestre Monsieur Jacques Henri SITZ, demeurant professionnellement à L-5501 Remich.

7. **Ville de Grevenmacher**, représentée par son Bourgmestre Monsieur Léon GLODEN, demeurant professionnellement à L-6755 Grevenmacher, 6, Place du Marché.

8. **Ville de Diekirch**, représentée par son Bourgmestre Monsieur Claude HAAGEN, demeurant professionnellement à L-9233 Diekirch, 27 avenue de la Gare.

9. **Commune de Clervaux**, représentée par, Monsieur Georges MICHELS, Echevin, demeurant professionnellement à L-9701 Clervaux.

10. **Ville de Wiltz**, représentée par Monsieur Pierre KOPPE, Echevin, demeurant professionnellement à L-9530 Wiltz, 8-10 Grand-Rue.

11. **Commune de Mertert**, représentée par Monsieur Lucien BECHTOLD, Echevin, demeurant professionnellement à L-6601 Wasserbillig.

12. **Commune de Mersch**, représentée par son Bourgmestre Monsieur Michel MALHERBE, demeurant professionnellement à L-7556 Mersch, Place St Michel.

13. **Commune de Junglinster**, représentée par son Bourgmestre Monsieur Romain REITZ, demeurant professionnellement à L-6112 Junglinster, 12, rue de Bourglinster.

14. **Commune de Pétange**, représentée par Monsieur Romain MERTZIG, Echevin, demeurant professionnellement à L-4701 Pétange, place John F Kennedy.

15. **Commune de Rédange**, représentée par Monsieur Tom FABER, Echevin, demeurant professionnellement à L 8510 Redange-sur-Attert, 38, Grand rue.

16. **Chambre de Commerce**, établissement public en vertu de la loi du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce, ayant son siège à 7, Rue Alcide de Gasperi, L-1615 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés, Luxembourg, sous le numéro J41, représenté par Monsieur Carlo THELEN, directeur général, demeurant professionnellement 7, Rue Alcide de Gasperi, L-1615 Luxembourg.

17. **Confédération Luxembourgeoise de Commerce**, association sans but lucratif, ayant son siège à 7, Rue Alcide de Gasperi, L-1615 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et de sociétés Luxembourg, sous le numéro F 5163, représenté par Monsieur Laurent SCHONCKERT, Vice-président demeurant

professionnellement 7, Rue Alcide de Gasperi, L-1615 Luxembourg (ci-après « CLC »).

Les procurations, délégations de pouvoir et résolution des conseils municipaux, après avoir été signées par les représentants des comparants et le notaire soussigné, demeureront annexées aux présentes pour être soumises avec elles à l'enregistrement.

Lesquels comparants, tels que représentés, ont requis le notaire soussigné de prendre acte des clauses et conditions suivantes aux termes desquelles il est constitué entre eux un groupement d'intérêt économique, par le présent contrat:

**Titre I<sup>er</sup>. Dénomination, objet, siège, membres**

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme et durée du GIE.**

Les soussignés constituent un groupement d'intérêt économique (ci-après le « GIE »), régi par la loi modifiée du 25 mars 1991 sur les groupements d'intérêt économique portant diverses mesures d'application du règlement CEE n° 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (GEIE) pour une durée illimitée.

**Art. 2. Dénomination du GIE.**

Le GIE a pour dénomination «Luxembourg for Shopping GIE».

**Art. 3. L'objet du GIE.**

Le GIE a pour objet l'élaboration, la mise en place et la gestion d'une plateforme électronique nationale pour le commerce de détail.

Le GIE contribue à promouvoir la plateforme au Luxembourg et en dehors du Luxembourg. Il concourt à la mise en œuvre des politiques générales de promotion des PME.

Le GIE peut participer par tout moyen et sous quelque forme que ce soit, à toute entreprise et à toute société, créée ou à créer, nationale ou étrangère, dans la mesure où:

- une telle participation est nécessaire pour atteindre l'objectif du GIE;
- et où elle a lieu pour le compte de ses membres.

Le GIE peut en outre assurer des prestations de service satisfaisant des besoins complémentaires de ceux définis précédemment sous condition:

- que la demande émane de tout organisme ou de toute entreprise concourant à la promotion des PME et du commerce de détail qu'il soit membre ou non du GIE;
- et que cette prestation se rattache à titre auxiliaire à l'activité de ses membres.

Le GIE peut enfin effectuer toutes opérations mobilières ou immobilières susceptibles d'aider à la réalisation de son objet.

Une convention-cadre et/ou des conventions annuelles fixent le mode d'action du GIE avec le Ministère ayant dans ses attributions la politique générale de promotion des PME. Des conventions pourront être également conclues avec d'autres départements ministériels et partenaires contribuant au développement et à la promotion de la plateforme tant sur le plan national que sur le plan international.

#### **Art. 4. Le siège du GIE.**

Le siège du GIE est fixé à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg sur décision de l'Assemblée générale telle que définie au titre III.

#### **Art. 5. Les membres du GIE.**

Les membres du GIE sont les suivants:

- **L'Etat du Grand-Duché** pour lequel agit le Ministre ayant dans ses attributions la politique générale de promotion des PME ;
- **Ville de Luxembourg -L'Administration communale de la Ville de Luxembourg**, L-2090 Luxembourg, Hôtel de Ville.
- **Ville de Dudelange**, L-3590 Dudelange, Hôtel de Ville,
- **Ville d'Ettelbruck**, L-9002 Ettelbruck,
- **Ville d'Echternach**, L-6460 Echternach, 2, Place du Marché,
- **Ville de Remich**, L-5501 Remich,
- **Ville de Grevenmacher**, L-6755 Grevenmacher, 6, Place du Marché,
- **Ville de Diekirch**, L-9233 Diekirch, 27 avenue de la Gare,
- **Commune de Clervaux**, L-9701 Clervaux,
- **Ville de Wiltz**, L-9530 Wiltz, 8-10 Grand-Rue,
- **Commune de Mertert**, L-6601 Wasserbillig,
- **Commune de Mersch**, L-7556 Mersch, Place St Michel,
- **Commune de Junglinster**, L-6112 Junglinster, 12, rue de Bourglinster,
- **Commune de Pétange**, L-4701 Pétange, place John F Kennedy,
- **Commune de Rédange**, L 8510 Redange-sur-Attert, 38, Grand rue,
- **Chambre de Commerce**, établissement public en vertu de la loi du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce, ayant son siège à 7, Rue Alcide de Gasperi, L- 1615 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro J 41, et son objet étant précisé à l'article 2 de la loi visée ci-dessus :

« La Chambre de Commerce a comme objet l'articulation, la sauvegarde et la défense des intérêts de ses ressortissants. Ses avis émis dans le cadre de l'alinéa 3, ses propositions mises dans le cadre de l'alinéa 2 ainsi que les initiatives qu'elle développe dans le cadre de l'alinéa 4 du présent article peuvent se limiter à la prise en considération d'intérêts sectoriels, sous condition que ceux-ci ne soient pas préjudiciables à ceux de l'ensemble de ses ressortissants.

Elle a le droit de faire des propositions au Gouvernement, que ce dernier doit examiner et soumettre à la Chambre des Députés, lorsque leur objet rentre dans la compétence de celle-ci.

Pour toutes les lois et tous les projets de règlements grand-ducaux et ministériels qui concernent principalement les professions ressortissant de la Chambre de Commerce, l'avis de la Chambre de Commerce doit être demandé. Elle donne également son avis sur le budget de l'Etat à soumettre aux délibérations de la Chambre des Députés et présente ses observations à la Chambre des Députés sur l'emploi des crédits du budget de l'Etat alloués pour les exercices écoulés dans l'intérêt du commerce, de l'industrie, des finances et des services et donne son avis sur les nouvelles allocations à proposer pour l'exercice suivant. Elle peut se saisir pour formuler tout avis au Gouvernement sur des sujets relatifs à son objet ou ses missions.

La Chambre de Commerce a comme missions notamment:

- a) la promotion de l'esprit d'entreprise et l'assistance dans le cadre de la création, du développement et de la pérennisation des entreprises;
- b) la promotion d'un cadre législatif et réglementaire propice au développement économique;
- c) la promotion des relations économiques et commerciales aux niveaux régional, européen et international;
- d) la promotion de l'économie luxembourgeoise au Luxembourg et à l'étranger;
- e) d'œuvrer en faveur de tout ce qui contribue à la défense et à la promotion de l'intérêt de ses ressortissants;
- f) l'orientation et l'appui des entreprises luxembourgeoises dans leurs démarches d'internationalisation et d'accès aux marchés étrangers;
- g) le développement et la promotion de la formation professionnelle initiale et continue;
- h) l'élaboration de propositions concernant le contenu et la surveillance de la formation professionnelle;
- i) la sensibilisation à l'observation de la législation en matière commerciale et industrielle.

Pour remplir son objet, la Chambre de Commerce peut créer ou participer, le cas échéant, à tout établissement, société, association, institution, œuvre ou service voué essentiellement au développement de l'entreprise industrielle, financière et commerciale, en féconder l'activité, fournir des avis, formuler des réclamations, solliciter des informations et contribuer à la production et à l'analyse de données statistiques. »

- **Confédération Luxembourgeoise de Commerce**, association sans but lucratif, ayant son siège à 7, Rue Alcide de Gasperi, L-1615 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et de sociétés Luxembourg, sous le numéro F 5163, ayant pour objet :

« La CLC a pour objet et pour but la promotion des secteurs du commerce, des transports et des services ainsi que la défense des intérêts professionnels, matériels et moraux de ses membres et des professions de commerçant, de transporteur et de prestataire de services en général, tant sur le plan national que sur le plan international, ainsi que l'extension et le perfectionnement des institutions de ces professions.

Elle agira en collaboration étroite avec les autorités publiques et les groupements d'intérêt général, officiels ou privés. Hostile au particularisme professionnel et favorable à la liberté du commerce, elle subordonne son activité à la considération de l'intérêt commun et de la solidarité.

Pour la réalisation de ces buts, la CLC mettra en œuvre tous les moyens appropriés, pourra créer et participer à toute institution de nature à favoriser la réalisation de ce but. Elle pourra aussi s'affilier à des organisations nationales et internationales ayant pour objet la défense des intérêts généraux et particuliers de ses membres ou prendre des participations dans des sociétés commerciales. Elle peut agir en justice en vue de la sauvegarde des intérêts professionnels par voie directe ou indirecte.

La CLC observe une stricte neutralité à l'égard des mouvements politiques et en matière de religion. »

Les membres du GIE sont regroupés au sein du GIE comme suit :

- l'État;
- la Ville de Luxembourg ;
- les villes et les communes (ci-après les «Villes et Communes»); et
- la Chambre de Commerce et la CLC (ci-après « Chambre de Commerce/CLC »).

Chaque groupe est désigné individuellement ci-après par «Groupe de membres».

**Art. 6. Admission, démission et exclusion.**

Les membres peuvent décider de l'admission de nouveaux membres dans les conditions fixées dans ce présent contrat.

Un membre ne peut se retirer qu'en fin d'exercice et moyennant un préavis d'un an et la démission prendra effet le dernier jour de l'exercice suivant celui du préavis.

Peut être exclu par décision de l'Assemblée générale statuant aux conditions de ce présent contrat tout membre qui:

- contrevient gravement à ses obligations;
- qui cause ou menace de causer des troubles graves dans le fonctionnement du GIE;
- qui ne satisfait pas à ses obligations de financement du GIE, telles que définies à l'article 7 de ce présent contrat;
- ou qui gêne ou fait obstacle à l'activité du GIE.

En cas de démission ou d'exclusion, le membre n'a droit à aucun remboursement ou dédommagement.

**Titre II. Financement du GIE**

**Art. 7. Financement du GIE.**

Le financement du GIE est assuré par:

- des cotisations annuelles des membres dont le montant est fixé par l'Assemblée générale. L'appel à contributions se fera sur base de factures adressées par le GIE;
- les recettes générées par les activités du GIE; ainsi que
- toutes les autres ressources autorisées par la loi.

Les membres contribuent en tant que besoin au règlement de l'excédent des dépenses sur les recettes proportionnellement au nombre de voix dont ils disposent lors de l'Assemblée générale.

**Titre III. Assemblée générale**

**Art. 8. Composition de l'Assemblée générale.**

L'assemblée générale est composée de l'ensemble des membres du GIE (ci-après « l'Assemblée générale »).

L'Assemblée générale est présidée par le Ministre ayant dans ses attributions la politique de promotion des PME ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par le président du Conseil de gérance.

Le président nomme un secrétaire.

**Art. 9. Pouvoirs de l'Assemblée générale.**

L'Assemblée générale est compétente pour:

- décider de l'admission de nouveaux membres et de l'exclusion de membres;
- élire et révoquer les membres du Conseil de gérance;
- approuver le budget, les comptes annuels et les rapports d'activités du GIE;
- fixer chaque année les cotisations annuelles à payer par tous les membres;
- approuver les règlements d'ordre interne;
- nommer les commissaires aux comptes;
- approuver la politique générale;
- modifier ce présent contrat ;
- dissoudre le GIE et en désigner le liquidateur.

**Art. 10. Conditions de prise de décision de l'Assemblée générale.**

Lors de l'Assemblée générale, chaque membre dispose d'un droit de vote proportionnel à sa dernière cotisation annuelle à raison d'une voix par tranche de mille euros (EUR 1.000,-).

Par dérogation à l'alinéa qui précède, le Ministère ayant dans ses attributions la politique de promotion des PME dispose d'autant de voix qu'il existe de voix des autres membres.

L'Assemblée générale ne peut valablement délibérer que si un représentant par Groupe de membres est présent ou représenté.

(1) Les décisions suivantes sont prises à l'unanimité de l'ensemble des membres du GIE:

- celles prises par consultation écrite des membres;
- celles se rapportant à la modification de l'objet du GIE;
- du nombre de voix attribués à chacun des membres;
- des conditions de prise de décision par l'Assemblée générale ou par le Conseil de gérance;
- de la part contributive de chacun des membres ou de certains d'entre eux au financement du GIE.

(2) Les décisions suivantes sont prises par les membres présents ou représentés, disposant de trois quarts au moins des voix attribuées à l'ensemble des membres du GIE;

- celles se rapportant à l'admission ou/et aux conditions d'admission d'un nouveau membre ainsi qu'à l'éviction de membres existants;



- celles se rapportant à des modifications du présent contrat de GIE autres que celles énoncées ci-dessus.

(3) Toutes les autres décisions que celles visées ci-dessus aux paragraphes (1) et (2), notamment celles se rapportant à la nomination ou la révocation d'un membre du Conseil de gérance et à la durée de son mandat, celles se rapportant à l'approbation des comptes de l'exercice écoulé et à la décharge aux membres du Conseil de gérance, sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Les délibérations de l'Assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux signés par le président et les vice-présidents visés à l'article 15.

#### **Art. 11. L'Assemblée générale annuelle.**

L'Assemblée générale annuelle:

- entend le rapport d'activités du Conseil de gérance;
- elle approuve, redresse ou rejette les comptes annuels;
- après l'adoption des comptes annuels, elle se prononce par un vote spécial sur la décharge des membres du Conseil de gérance et des commissaires aux comptes;
- elle nomme les membres du Conseil de gérance et le ou les commissaires aux comptes;
- elle approuve ou rejette les propositions de création de Clusters ainsi que leur règlement d'ordre interne visés à l'article 22.
- et, d'une manière générale, se prononce souverainement sur tous les intérêts du GIE et décide de toutes les questions qui lui sont soumises.

A partir de la date de la convocation et à moins qu'ils n'y soient joints, les documents suivants doivent être tenus à la disposition des membres du GIE:

- comptes annuels;
- le compte, le budget et le projet de budget;
- le rapport d'activités;
- le rapport des commissaires aux comptes;
- projet de texte des résolutions proposées à l'Assemblée générale.

#### **Art. 12. Convocation de l'Assemblée générale.**

(1) Le Conseil de gérance est en droit de convoquer l'Assemblée générale aussi souvent qu'il juge que les intérêts du GIE l'exigent.

Les membres doivent se réunir en Assemblée générale au moins une fois par an, dans les cinq mois qui suivent la clôture de l'exercice.

Les réunions sont tenues aux jours, heures et lieux désignés dans les convocations.

Les convocations pour toute Assemblée générale contiennent l'ordre du jour. Elles sont expédiées quinze jours au moins avant l'Assemblée générale.

L'ordre du jour de chaque Assemblée générale est arrêté par le Conseil de gérance.

(2) L'Assemblée générale peut être convoquée en séance extraordinaire à tout moment, soit par le Président, à chaque fois qu'il le juge nécessaire, soit par les commissaires aux comptes.

Le délai de convocation est alors ramené à sept jours francs, et la convocation doit mentionner l'ordre du jour et être accompagnée des documents susceptibles d'éclairer les membres sur les questions à débattre sauf si le président du Conseil de gérance estime que la nature de ceux-ci exige le secret.

Le Président doit alors procéder à la convocation de l'assemblée dans les quinze jours de la réception de la demande.

### **Art. 13. Feuille de présence de l'Assemblée générale.**

A chaque réunion de l'Assemblée générale, il est tenu une feuille de présence.

Elle contient les noms ou dénominations des membres présents ou représentés. Cette feuille est signée par les membres présents ou représentés, et certifiée par le secrétaire.

## **Titre IV. Gestion**

### **Art. 14. Composition du Conseil de gérance.**

Le GIE est administré par un conseil de gérance, lui-même composé de représentants des membres, élus par l'Assemblée générale (ci-après le « Conseil de gérance »).

Les sièges au sein du Conseil de gérance sont répartis de la façon suivante:

- 2 représentants de l'État;
- 2 représentants de la Ville de Luxembourg ;
- 4 représentants des Villes et Communes;
- 2 représentants de la Chambre de Commerce/CLC.

Le Conseil de gérance peut désigner un ou plusieurs observateurs et/ou experts qui assistent aux réunions du Conseil de gérance.

Les gérants sont nommés pour une durée de 3 ans et leurs mandats sont renouvelables. Le gérant, nommé en remplacement du mandat d'un autre, achève le mandat de celui qu'il remplace.

En cas d'empêchement, les représentants des membres peuvent se faire représenter au Conseil de gérance par un remplaçant dûment mandaté pour représenter le Groupe de membres respectif.

**Art. 15. Président et vice-président du Conseil de gérance.**

Le Conseil de gérance élit un président et ainsi que 2 vice-présidents, chacun issu d'un Groupe de membres différent.

En cas d'empêchement du président, ses fonctions sont exercées par un des vice-présidents.

**Art. 16. Convocation et tenue de réunions du Conseil de gérance.**

Le Conseil de gérance se réunit, sur la convocation de son président ou de celui qui le remplace, aussi souvent que les intérêts du GIE l'exigent. Il doit être convoqué au moins 3 fois par an et chaque fois que tous les gérants représentant au moins un Groupe de membres du Conseil de gérance le demande.

Si tous les Groupes de membres sont d'accord avec cette procédure, une décision du Conseil de gérance peut également être prise par écrit sans que lesdits membres aient à se réunir.

**Art. 17. Délibérations valables du Conseil de gérance.**

Le Conseil de gérance ne peut valablement délibérer que si un gérant par Groupe de membres est présent ou représenté.

Le vote au sein du Conseil de gérance se fait par Groupe de membres.

L'État, dispose d'autant de voix qu'il existe de voix d'autres Groupes de membres.

La Ville de Luxembourg dispose d'une voix.

Les Villes et les Communes disposent d'une voix.

La Chambre de Commerce/CLC dispose d'une voix.

Les décisions sont prises à la majorité des voix du Conseil de gérance.

Celui qui préside la réunion a une voix prépondérante.

Les délibérations du Conseil de gérance sont constatées par des procès-verbaux signés par un représentant de chaque Groupe de membres.

**Art. 18. Pouvoirs du Conseil de gérance.**

Le Conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion du GIE et pour la réalisation de son objet tel que défini à l'article 3.

Pour la représentation du GIE, la signature conjointe du président et d'un vice-président ou la signature conjointe par deux vice-présidents est requise.

Toutefois, pour des actes déterminés ne dépassant pas un montant à fixer par le Conseil de gérance, ledit Conseil pourra donner pouvoir de signature à des personnes déterminées à engager le GIE par leur seule signature.

**Art. 19. Gestion journalière.**

La gestion journalière du GIE est conférée à un coordinateur qui est nommé par le Conseil de gérance; sa nomination doit être approuvée par le Ministre ayant dans ses attributions la politique de promotion des PME (ci-après le « Coordinateur »). Selon les besoins et d'un commun accord avec le Conseil de gérance, le Coordinateur peut procéder à l'engagement du personnel dans le cadre prévu dans le budget annuel.

Dans l'exécution de sa mission, le Coordinateur assiste aux séances du Conseil de gérance et de l'Assemblée générale avec une voix consultative. Il dresse les procès-verbaux des différentes réunions, et est chargé de la gestion journalière des avoirs, mais ne pourra pas engager le GIE, ni disposer des fonds du GIE sans avoir recours à la signature conjointe du président ou d'un vice-président du Conseil de gérance.

Le Coordinateur, sur consultation du Conseil de gérance, prépare en outre le budget annuel, les comptes annuels et le rapport d'activités du GIE qui sera présenté par le Conseil de gérance à l'Assemblée générale. Il élabore chaque année un plan d'action afin de mettre en 'œuvre la stratégie retenue par le Conseil de gérance.

**Art. 20. Délégation des pouvoirs du Conseil de gérance.**

Le Conseil de gérance peut déléguer certains de ses pouvoirs et missions qui lui incombent, notamment la gestion journalière, à un ou plusieurs fondés de pouvoirs et dont il détermine les fonctions et rémunérations.

**Art. 21. Plateformes de coopération (Clusters).**

Le Conseil de gérance peut proposer la création ou la participation de plateformes de coopération qui peuvent être organisées par filières ou par thèmes (ci-après «Clusters»).

Sont admissibles comme membres adhérents des Clusters des personnes morales de droit public ou privé légalement établis au Grand-Duché de Luxembourg, qu'ils soient membre du GIE ou non.

Les modalités de fonctionnement des Clusters sont fixées dans le cadre d'un règlement d'ordre interne approuvé par le Conseil de gérance.

**Art. 22. Règlements d'ordre interne.**

Un règlement d'ordre interne établi par le Coordinateur et approuvé par le Conseil de gérance définira les relations des membres du GIE entre eux pour l'exécution des opérations engagées par le GIE.

Un règlement d'ordre interne individuel est établi pour chaque Cluster et approuvé par le Conseil de gérance.

Les membres du GIE, par le seul fait de l'adoption desdits règlements d'ordre interne, s'obligent à respecter toutes les clauses et conditions sans exception.

**Art. 23. Rémunération du personnel.**

La rémunération du Coordinateur et du personnel, ainsi que les frais de route et de séjour du Coordinateur et du personnel seront fixés par le Conseil de gérance. Ces frais seront liquidés sur le budget du GIE.

**Titre V. Exercice et comptes annuels**

**Art. 24. Exercice et comptes annuels.**

L'exercice commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Au 31 décembre de chaque année, le Conseil de gérance dresse un inventaire et établit les comptes annuels conformément à la loi.

L'inventaire et les comptes annuels sont soumis à l'examen du ou des réviseurs.

**Titre VI. Surveillance**

**Art. 25. Surveillance.**

Le GIE est surveillé par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréé et qui seront nommés par l'Assemblée générale. La durée de leur mandat ne peut excéder six ans et le nombre maximal de mandats à exercer est fixé par l'Assemblée générale.

Les réviseurs ont un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations du GIE. Ils peuvent prendre connaissance, au siège, de la comptabilité, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures du GIE.

**Titre VII. Dissolution et Liquidation**

**Art. 26. Dissolution et Liquidation.**

En cas de dissolution, mise en faillite, exclusion ou démission d'un membre, le GIE subsiste entre les autres membres restants aux conditions prévues par le présent contrat de GIE ou, à défaut, arrêtées par l'Assemblée générale selon les règles prévues pour les modifications du contrat.

**Dispositions transitoires**

1.- Le premier exercice commence le jour de la constitution du GIE et se terminera le 31 décembre 2018.

2.- L'Assemblée générale annuelle se réunira pour la première fois en 2019.

**Assemblée générale extraordinaire**

Les fondateurs réunis en Assemblée générale extraordinaire ont pris la résolution suivante:

Le siège social est fixé au 19-21, boulevard Royal. L-2449 Luxembourg.

Dont acte.

Fait et passé à Luxembourg, même date qu'en tête.

Lecture faite les représentants des comparants ont signé avec le notaire.

Signé: F.CLOSENER, L.POLFER, D.BIANCALANA, J-P.SCHAAF,  
Y.WENGLER, H.SITZ, L.GLODEN, C.HAAGEN, G.MICHELS, P.KOPPES,  
L.BECHTOLD, M.MALHERBE, R.REITZ, R.MERTZIG, T.FABER, C.THELEN,  
L.SCHONKERT et J. BADEN.

-----  
Enregistré à Luxembourg A.C 1, le 24 novembre 2017.

1LAC / 2017 / 37477

Reçu douze euros

**€ 12,-**

Le Receveur (s) MOLLING Paul

-----  
- POUR EXPEDITION CONFORME -  
délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 18 décembre 2017

-----  
Coût de cette expédition:

Timbres: 16,00 €

Rôles: 17,36 €

**33,36 €**

**Registre de Commerce et des Sociétés**

Numéro RCS : C143

Référence de dépôt : L170251927

Déposé et enregistré le 28/12/2017

Luxembourg for Shopping GIE,

Groupement d'intérêt économique.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 19-21 boulevard Royal.

Non encore immatriculée au R.C.S. Luxembourg

---

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE CONSTITUTIVE**

**23 NOVEMBRE 2017**

**Procès-Verbal**

Le 23 novembre 2017 à 14 :00, se sont réunis les membres du groupement d'intérêt économique Luxembourg for Shopping GIE, en assemblée générale au siège social

**3e Résolution**

L'assemblée nomme les membres suivants au conseil de gérance pour une durée de trois ans à compter de ce jour:

*a) Gérants du Groupe représentant l'État :*

Monsieur Gilles Scholtus, né à Luxembourg le 26 janvier 1970, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 19-21, Boulevard Royal

Monsieur David Heinen, né à Luxembourg le 7 janvier 1982, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 19-21, Boulevard Royal;

*b) Gérants du Groupe représentant la Ville de Luxembourg :*

Madame Lydie Polfer, née à Luxembourg le 22 novembre 1952, demeurant professionnellement à L-2090 Luxembourg, Hôtel de Ville;

Monsieur Serge Wilmes, né à Luxembourg le 6 mai 1982, demeurant professionnellement à L-2090 Luxembourg, Hôtel de Ville;

*c) Gérants du Groupe représentant les Villes et les Communes :*

Monsieur Daniel Biancalana, né à Cantiano le 6 novembre 1977, demeurant professionnellement à L-3590 Dudelange, Hôtel de Ville;

Monsieur Jean-Paul Schaf, né à Ettelbrück le 4 décembre 1965, demeurant professionnellement à L-9002 Ettelbruck;

Monsieur Yves Wengler, né à Echternach le 10 avril 1963, demeurant professionnellement à L-6460 Echternach, Place de l'Hôtel de Ville;

Monsieur Michel Malherbe, né à Liège le 16 décembre 1957, demeurant professionnellement à L-7556 Mersch, Place St. Marchel;

*d) Gérants du Groupe représentant la Chambre de Commerce/CLC :*

Monsieur Tom Baumert, né à Luxembourg le 9 avril 1985, demeurant professionnellement à L-2981 Luxembourg, 7, Rue Alcide de Gasperi;

Monsieur Claude Bizjak, né à Esch-sur-Alzette le 10 novembre 1975, demeurant professionnellement à L-2981 Luxembourg, 7, Rue Alcide de Gasperi,

Signature du président

---

Le Président